

GROUPE DE TRAVAIL
POLITIQUE DE LA VILLE

LA JEUNESSE DES
QUARTIERS
PRIORITAIRES

.....

Compte-rendu de la séance du 10/11/2021

I INTERVENANTE

Joëlle Bordet, Chercheuse émérite et psychosociologue

.....

- 🕒 Mercredi 10 novembre 2021 de 8h30 à 10h
- 📍 En visioconférence
- 👤 **Groupe de travail piloté par** Patrice Leclerc, maire de Gennevilliers (92) et vice-président de l'AMIF en charge de la Politique de la ville

I CONTEXTE

Dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, la crise sanitaire a été un nouveau révélateur des inégalités sociales et économiques :

- La **configuration des logements** (exigus, suroccupés) a rendu le confinement particulièrement difficile à vivre.
- Une **surmortalité** a été constatée dans les quartiers, du fait de la surexposition des populations (métiers dits de « première ligne ») et de problématiques de santé (comorbidités).
- La **précarité économique des jeunes** a été particulièrement mise en évidence lors de la crise :
 - Beaucoup de jeunes ont travaillé en première ligne, du fait de la nature de leurs postes (main d'œuvre flexible soumise à l'intérim, aux contrats courts et à l'ubérisation), leur âge ne les plaçant a priori pas parmi les populations dites à risques. Ces moments ont pu être vécu difficilement par une partie des jeunes, du fait de conditions de travail difficiles (activité plus intense pour les livreurs, stress important pour les caissiers et caissières...). D'autres ont vu ce moment comme une opportunité pour gagner plus d'argent.
 - D'autres jeunes, en contrat précaire, ont perdu leur emploi pendant la crise et donc leur source de revenus.
- Une enquête de la revue métropolitiques¹ démontre que des jeunes ont dû assumer une part plus importante de soins et d'accompagnement à leur famille pendant le confinement : aide aux plus jeunes (suivi scolaire des petits frères et sœurs), soins aux plus âgés considérés comme étant « à risque » pendant la pandémie, courses...
- La dématérialisation des services publics a entraîné des inégalités plus importantes en matière d'accès à l'éducation et aux droits, et amplifié la fracture numérique.
 - Les équipements qui étaient des soutiens quotidiens des familles des quartiers (l'école, la cantine, les équipements sportifs...) ont tous fermé pendant plusieurs mois.
 - Le confinement a parfois provoqué l'arrêt temporaire des études, remplacées par un emploi. Leur reprise a été aléatoire. Certains jeunes les ont arrêtées complètement, invoquant des difficultés de concentration, des difficultés accrues du fait d'une absence de lien avec les enseignants...
- La fermeture des marchés et de certains commerces de proximité, combinés à des problèmes de moyens financiers, ont engendré des problèmes d'approvisionnement des familles précaires.

¹<https://metropolitiques.eu/IMG/pdf/met-demoulin.pdf>

I POINTS PRINCIPAUX DES ECHANGES

Patrice Leclerc, maire de Gennevilliers (92) et vice-président de l'Association des maires d'Ile-de-France (AMIF) en charge de la Politique de la ville, remercie Joëlle Bordet d'avoir accepté l'invitation de l'AMIF. Il revient sur la situation dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) lors des confinements et leurs impacts sur la jeunesse. Pour aider les jeunes, au-delà de la simple réponse policière, il faut déjà comprendre ce qu'il s'y passe.

Deux questions se posent alors à Joëlle Bordet :

- Quelles sont les répercussions de la crise sanitaire un an et demi après le confinement sur les jeunes des quartiers populaires ?
- Comment aider les jeunes en rupture sociale et professionnelle ?

Joëlle Bordet a participé à une étude intitulée « *Écouter les jeunes pour les accueillir dans la démocratie* ». Elle met actuellement en place des ateliers dédiés au **développement de la pensée critique avec les jeunes** dans le cadre des Cités éducatives. Il s'agit d'une expérimentation sur 16 mois qui permet de créer un pôle de travail interacteurs, en partenariat avec l'Education nationale. Joëlle Bordet cherche encore deux à trois Cités éducatives Ile-de-France pour participer à ce programme national. Les élus intéressés peuvent s'adresser à l'AMIF pour être mis en lien avec elle.

Joëlle Bordet a insisté sur **l'évolution extrêmement rapide des modes de socialisation** dans notre société, devenus difficilement compréhensibles par les adultes. Les jeunes se construisent désormais en partie via les réseaux sociaux et sont seuls pour y faire face. La crise du Covid a accentué ce phénomène déjà présent. Elle souligne ainsi la nécessité d'être présent sur le « **territoire du virtuel** », c'est-à-dire les réseaux sociaux, des groupes de pairs très multiples et géographiquement éloignés. Il s'agit d'intégrer la réalité de ces modes de socialisation des adolescents dans les politiques publiques de jeunesse.

Joëlle Bordet présente les résultats de l'une de ses études menée sur **l'évolution de la demande sociale pendant la crise du Covid** et les potentielles réponses des institutions :

- La fermeture des services publics pendant le confinement a eu des effets importants sur les familles. La famille souvent déjà en difficulté dans les QPV, est devenue le principal point de repère. Les rapports intergénérationnels et intrafamiliaux ont été chamboulés.
- La sortie du confinement a été compliquée. Des actions de solidarité avec et entre les familles se sont inventées dans les quartiers pour « se déplacer vers l'autre » en situation de précarité. Il y a un travail très important à faire du côté de l'éducation. Les jeunes se servent très peu de ce qu'ils apprennent à l'école et sont submergés d'informations au quotidien, surtout par le biais du virtuel, mais sans savoir les catégoriser et les exploiter. Joëlle Bordet souligne qu'il faut **renforcer les politiques sociales** et soutenir davantage les familles avec une politique familiale forte. Une piste intéressante serait le **volontariat rémunéré** pour travailler sur le registre des valeurs et être considéré comme citoyen. Localement, les jeunes sentent qu'ils peuvent encore exercer une influence là où le rapport à la nation reste très compliqué.

Dans une Cité éducative, il faut faire communauté de vie avec les parents pour pouvoir faire de l'éducation en ne négligeant pas la place du virtuel. Lorsque l'on parle de circulation, il ne s'agit pas uniquement de mobilité mais bien de circulation psychique par le virtuel.

Virginie Villemin, conseillère municipale d'Évry-Courcouronnes (91), évoque une enquête menée avec l'université d'Évry dans laquelle cette problématique de l'esprit critique est aussi présente. Il existe un réel décalage entre les valeurs de la République portées et le ressenti, le vécu des habitants sur le terrain où de grandes questions identitaires se posent. Le seul moyen de remettre en avant ces valeurs, de créer du lien entre les différentes communautés, c'est d'initier des **travaux sur l'esprit critique** des plus jeunes issus de milieux avec des problématiques différentes.

- ⇒ **Joëlle Bordet** rappelle que parfois les gens ont simplement besoin de parler de ce qu'ils ont vécu sans forcément débattre. Il faut repenser le temps d'écoute. Le rapport du collectif a changé car les jeunes ne sont plus dans la revendication mais dans l'affirmation. Les jeunes ne sont dans la revendication qu'une fois qu'ils se sentent citoyens.

Joëlle Bordet insiste sur le développement du **concept de plasticité**. Elle entend par cela que les jeunes sont très plastiques lorsqu'ils passent d'un univers à un autre très facilement.

Aicha Moutaoukil, maire adjointe de Bagneux (92), souligne la question de **la formation des animateurs et éducateurs** pour essayer d'intégrer les jeunes dans les réflexions des initiatives de la ville.

- ⇒ **Joëlle Bordet** rappelle la dimension normative du savoir dans la formation bien qu'il soit parfois nécessaire d'admettre qu'on ne sait pas. Il faut différencier les espaces de qualification, c'est-à-dire les formations professionnelles dispensées par les Centres communales d'action sociale (CCAS), et les espaces de réflexion sur le terrain. Les villes doivent, en parallèle, prendre le **risque de l'expérimentation** pour révéler les dysfonctionnements et ensuite mettre en place un travail d'écoute et d'analyse pour aboutir à une politique publique. Il s'agit de faire la chose publique ensemble, avec tous les acteurs concernés : les élus, les services des communes et départements, les chercheurs, les animateurs et enfin les jeunes des quartiers sensibles.

Aicha Moutaoukil, maire adjointe de Bagneux (92) s'interroge sur les moyens de transmission de l'expérience. Nos éducateurs réclament de l'aide, de l'accompagnement, du soutien car le monde change et leur échappe.

- ⇒ **Joëlle Bordet** souligne l'importance de reconnaître le travail des éducateurs et leur appel à l'aide car il y a urgence à se mettre ensemble pour ne pas se décourager face à ces problématiques. Il faut bien comprendre que **les éducateurs sont en miroir des jeunes**. C'est grâce à eux qu'il est possible de travailler sur et avec les jeunes des quartiers populaires.

Fin de la réunion

LISTE DES INSCRITS :

NOM	PRENOM	COMMUNE	FONCTION
Allain	Corine	Carrières-sous-Poissy	Coordinatrice jeunesse
Aubin	Martine	Sannois	Conseillère municipale
Badiane	Diarra	Evry-Courcouronnes	Adjointe Maire Jeunesse, emploi insertion
Bellinelli	Guillaume	Mairie de Roinville	Maire
Bellois	Laura	Osny	Conseillère municipale déléguée à la jeunesse et à la citoyenneté
Benjebria	Fathi	Brétigny-sur-Orge	Directeur centre socioculturel, handicap et politique de la ville
Bernard	Marie	Montmagny	Coordonnatrice jeunesse
Boukari	Don Abasse	Jouy le Moutier	Adjoint au maire en charge de l'éducation, la jeunesse et l'égalité des chances
Boussamba	Rose-Marie	Les Ulis	Conseillère municipale
Caillaud	Clément	Viry-Châtillon	Maire adjoint
Campagne	Séverine	Mairie de Sannois	Adjointe au maire en charge de la Jeunesse
Capblanc	Nathalie	Sannois	Conseillère déléguée en charge de la politique de la ville
Conesa-Rouat	Agnès	Carrières-sur-Seine	Maire-adjointe déléguée aux Affaires sociales et à la Politique de la Ville
Cronier	Michel	Hardricourt	Maire adjoint aux affaires scolaires
Despres	Delphine	Anourville	RESPONSABLE CCAS ET PDV
Diarra	Djieneba	Montfermeil	Adjointe au Maire
Dodeman	Valérie	Brétigny sur Orge	Directrice enfance, jeunesse, social et seniors
Doucoure	Dayan	Noisy le Grand	Adjoint au Maire
El Haïté	Najwa	Évry-Courcouronnes	Adjointe au maire
Fofana	Khady	Villeneuve-la-Garenne	Maire-adjointe
Hafid	Hicham	MEAUX	COORDINATEUR
Jebari	Soraya	Romainville	Conseillère Municipale
Kaddi	Said	Villepreux	Conseiller municipal
Kinzonzi Ndomba	Dolly	L'Hay-Les-Roses	Chargée de projet rénovation urbaine et politique de la ville
Lambilliotte	Floriandre	Joinville-le-Pont	Chef de cabinet
Lancereau	Lionel	Brétigny sur Orge	Responsable du Service Jeunesse
Larik	Leila	Villeneuve la garenne	Maire adjointe
Le Palud	Sylvie	Chilly Mazarin	Adjointe à la Maire chargée des Solidarités
Le Poul	Annick	Les Ulis	Maire adjointe politique de la ville
Lebon	Jonathan	Jouy-le-Moutier	Conseiller municipal
Lefevre	Thierry	Issy-les-Moulineaux	Premier Maire-Adjoint
Lepont	Claude	Neuilly-sur-Marne	maire adjoint délégué finances, affaires juridiques et citoyenneté
Lobry	Eric	Jouy-le-Moutier	Maire adjoint
Madika	Jean-Pierre	Palaiseau	Adjoint au Maire sécurité, devoir de mémoire et nuisances aéroportuaires